

Clearys S.A.

Société anonyme

Siège social : 117, route d'Arlon L-8009 STRASSEN

NUMERO : 4658/2016

CONSTITUTION DE SOCIETE EN DATE DU 27 DECEMBRE 2016.

L'an deux mille seize, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU :

BE INVEST International S.A., une société anonyme de droit Luxembourgeois avec siège social au 117, route d'Arlon, L-8009 Strassen (RCS Luxembourg B 208.856),

ici représentée par Madame Virginie **PIERRU**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert, (le « **Mandataire** »), en vertu d'une procuration sous seing privé ; laquelle procuration signée « *ne varietur* » par le Mandataire et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée par le Mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter la constitution de la société anonyme avec les statuts suivants :

CHAPITRE I – FORME, NOM, OBJET SOCIAL, DURÉE ET SIÈGE SOCIAL

ARTICLE 1. FORME

Il est constitué une société anonyme régie par les lois relatives à une telle entité (la « **Société** »), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi** »), ainsi que par les présents statuts (les « **Statuts** »).

ARTICLE 2. DÉNOMINATION SOCIALE

La Société sera dénommée « **Clearys S.A.** ».

ARTICLE 3. OBJET SOCIAL

3.1 La Société a pour objet tant en Europe qu'à l'international :

- les services commerciaux et d'intermédiaire commercial dans les domaines du traitement informatique et multimédia, des technologies de l'information et de la communication, et, d'une manière générale, dans les secteurs des services, de l'industrie, des banques et assurances ;

- la saisie de toutes données, de tous textes, de toutes opérations, sur tous supports, la saisie de chèques, de factures, d'effets de commerce, de relances clients, de tous documents comptables ou commerciaux, et plus généralement toutes saisies de masse en général ;

- la création, l'exploitation et la gestion de tout type de « hot lines » ou de centres d'appels ;

- la fourniture de toutes prestations de services en relation avec ces activités, au bénéfice de tous tiers et/ou de filiales qu'elle anime ;

- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;

- l'acquisition, la souscription, la gestion, la cession et l'apport, sous toute forme, de valeurs mobilières dans toutes sociétés ou entités juridiques françaises ou étrangères créées ou à créer ;

- la fourniture de toutes prestations de service et d'assistance comptable, commerciale, administrative, financière ou de ressources humaines à toutes filiales qu'elle anime et à toutes sociétés tierces,

et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou annexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

3.2 Elle peut en outre produire, concevoir, innover, rechercher des offres de produits et de services et mettre en œuvre des prestations de prévention

et de prédiction des risques.

3.3 La Société peut également réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entité quelle que soit sa forme, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ses participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3.4 La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute sorte et de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entité, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et mettre en valeur ces titres et droits de propriété intellectuelle. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou faisant partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses actionnaires ou entités affiliées) ou à toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses actifs.

3.5 La Société peut emprunter ou collecter des fonds sous quelque forme que ce soit, par voie d'offre publique ou sans offre publique. Elle peut procéder à l'émission de toutes sortes de titres de créance (notamment, mais pas exclusivement, des billets, des obligations et des débentures), convertibles ou non, et/ou de titres de participation, cotés et admis à être négociés sur une place boursière quelconque ou non cotés.

3.6 La Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social ou qui favorisent son développement, pour autant que les opérations réalisées ne constituent pas une activité réglementée du secteur financier.

ARTICLE 4. DURÉE

La Société est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 5. SIÈGE SOCIAL

5.1 Le siège social de la Société est établi à Strassen (Grand-Duché de Luxembourg).

5.2 Il peut être transféré dans tout autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'actionnaire unique de la Société ou, s'il y a plusieurs actionnaires, par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires prises selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3 L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration (tels que définis ci-après) sont autorisés à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social de la Société.

5.4 La société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

5.5 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, restera luxembourgeoise. La décision du transfert du siège à l'étranger sera prise par l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration.

CHAPITRE II – CAPITAL SOCIAL, ACTIONS ET TRANSFERT D'ACTIONS

ARTICLE 6. ACTIONS

6.1 Le capital social de la Société s'élève à quarante mille euros (40.000,- EUR) représenté par quarante mille (40.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune entièrement libérées (les « **Actions** »).

6.2 Le montant du capital social pourra être modifié à tout moment par décision de l'actionnaire unique ou par décision de l'assemblée générale, tel que prévu par l'Article 23.11.

6.3 La Société peut racheter ses actions dans les limites prévues par la

Loi et les Statuts. L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration pourra être autorisé à procéder à un tel rachat sur autorisation de l'assemblée générale des actionnaires prise conformément aux dispositions de l'Article 23.10. Un tel rachat ne pourra en aucun cas avoir pour effet que l'actif net de la Société devienne inférieur au montant de son capital souscrit, augmenté des réserves que la Loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

ARTICLE 7. CAPITAL AUTORISÉ

7.1 Le capital autorisé et non émis de la Société est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) (le « **Capital Autorisé** ») représenté par dix millions (10.000.000) d'Actions ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (dénommées les « **Actions Autorisées** »).

7.2 L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration est autorisé, pendant une période débutant à compter de la date de publication des Statuts dans le journal officiel (Mémorial C) et se terminant cinq (5) années après cette publication, d'émettre en une ou plusieurs fois dans les limites du Capital Autorisé, les Actions Autorisées.

7.3 Les Actions Autorisées sont émises et souscrites selon les conditions fixées par l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration, et plus particulièrement quant à leurs conditions de souscription et de la libération des Actions Autorisées, les hypothèses dans lesquelles la libération des Actions Autorisées peut être acceptée en numéraire ou par des apports autres qu'en numéraire, ainsi que les modalités de répartition des Actions Autorisées entre les actionnaires, étant entendu que toute Action Autorisée devra être entièrement libérée.

7.4 L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des Actions Autorisées pendant la période visée ci-dessus sans que les actionnaires existants aient un droit de souscription préférentiel.

7.5 L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration peut déléguer à chaque mandataire, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée le droit de recueillir les souscriptions et recevoir paiement des Actions Autorisées représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Après chaque augmentation de capital réalisée dans le cadre du Capital Autorisé, par

l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration, le présent article devra être modifié en conséquence par l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration.

ARTICLE 8. FORME DES ACTIONS

Les actions sont en principe nominatives, ou au porteur à la demande des actionnaires et sous réserve des dispositions légales applicables.

ARTICLE 9. VERSEMENTS SUR LES ACTIONS

Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et conditions à déterminer par l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

ARTICLE 10. COMPTE DE PRIME D'ÉMISSION

La Société peut mettre en place un compte de prime d'émission dans lequel sera transféré toute prime payée sur chaque action. L'assemblée générale des actionnaires délibérant conformément aux dispositions de l'Article 23.10 peut décider de distribuer la prime d'émission.

ARTICLE 11. DROITS DES ACTIONNAIRES

11.1 Toutes les Actions confèrent à leurs détenteurs les mêmes droits de vote et droits financiers.

11.2 Chaque action confère à son détenteur une fraction des actifs et bénéfices de la Société, conformément à l'Article 26.

11.3 Chaque action confère à son détenteur un droit préférentiel de souscription, tel que prévu par la Loi.

ARTICLE 12. INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de démembrement de la propriété des actions, le droit de vote est exclusivement réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13. TRANSFERT DES ACTIONS

13.1 Les actions sont librement transmissibles.

13.2 La transmission des actions nominatives devra s'effectuer conformément aux dispositions de l'Article 40 de la Loi et la transmission des actions au porteur devra s'effectuer conformément aux dispositions de l'Article 42 de la Loi.

CHAPITRE III - ADMINISTRATION

ARTICLE 14. CONSEIL D'ADMINISTRATION OU ADMINISTRATEUR UNIQUE

14.1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres (le « **Conseil d'Administration** »), comprenant des administrateurs qui seront nommés pour une durée qui ne peut excéder six (6) années. Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, la Société pourra être administrée par un Administrateur unique (l'« **Administrateur Unique** ») qui assumera tous les droits, devoirs et obligations du Conseil d'Administration.

14.2 Le ou les Administrateur(s) pourront être des personnes physiques ou morales. Si une personne morale est nommée à la fonction d'Administrateur, elle devra désigner une personne physique en tant que représentant permanent pour exercer ses fonctions et agir au nom et pour le compte de la personne morale. Si le représentant permanent est momentanément indisponible, il pourra temporairement déléguer ses pouvoirs à un autre représentant de la personne morale, Administrateur de la Société.

14.3 Le nombre des Administrateurs, la durée de leur mandat ainsi que leur rémunération seront déterminés par l'assemblée générale des actionnaires.

14.4 Le ou les Administrateur(s) ne doit/doivent pas obligatoirement être actionnaires. Le ou les Administrateur(s) peut/peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des actionnaires.

14.5 En cas de vacance d'un ou de plusieurs postes d'Administrateur nommé par l'assemblée générale des actionnaires, le ou les Administrateur(s) restants pourront provisoirement pourvoir à leur remplacement (par un vote à la majorité simple). Dans ces circonstances, la prochaine assemblée générale des actionnaires procédera à une nomination définitive.

ARTICLE 15. POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE OU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

15.1 Dans les rapports avec les tiers, l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration a tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société.

15.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence de l'Administrateur Unique ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 16. DÉLÉGATION DES POUVOIRS ET MANDATAIRE – GESTION JOURNALIÈRE

16.1 L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration peu(ven)t déléguer ses/leurs pouvoirs pour la réalisation d'opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et devra déterminer les responsabilités ainsi que la rémunération, la période de représentation et toute autre condition relative à ce mandat.

16.2 L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs délégués à la gestion journalière (chacun un « **Délégué à la Gestion Journalière** ») et déterminer les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) du Délégué à la Gestion Journalière, la durée de représentation et toute autre condition de la représentation. Le Délégué à la Gestion Journalière pourra être un Administrateur, gestionnaire ou un autre mandataire de la Société, il ne doit pas obligatoirement être actionnaire de la Société. Les Délégués à la Gestion Journalière sont révocables à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'Administrateur Unique ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 17. REPRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

17.1 Envers les tiers, la Société est engagée par (i) la signature unique de l'Administrateur Unique, ou en cas d'une pluralité d'Administrateurs, (ii) la signature conjointe de deux Administrateurs, ou (iii) la signature unique ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) s'étant vu attribuer un tel pouvoir de signature.

17.2 Dans l'hypothèse où l'un des Administrateurs de la Société est une personne morale et qu'un représentant permanent a été nommé conformément à la

Loi, la signature de ce représentant permanent sera assimilée à la signature de la personne morale nommée en tant qu'Administrateur de la Société. Le pouvoir de représentation du représentant permanent vis-à-vis des tiers n'est pas exclusif. La personne morale agissant en qualité d'Administrateur de la Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers, par la ou les signature(s) de ses représentants, tel que prévu par ses statuts ou par la loi applicable.

17.3 Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, dans l'hypothèse où un Délégué à la Gestion Journalière a été nommé pour la représentation de la Société et la gestion des affaires journalières, par la seule signature du Délégué à la Gestion Journalière, mais uniquement dans les limites de ce pouvoir.

ARTICLE 18. RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

18.1 Le Conseil d'Administration devra élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les Administrateurs présents à la réunion. Le président n'a pas de voix prépondérante en cas de partage des voix.

18.2 Le Conseil d'Administration peut élire un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être Administrateur ou actionnaire de la Société.

18.3 Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par le président ou par deux (2) Administrateurs. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige au lieu indiqué dans la convocation.

18.4 Toute réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée par remise d'une convocation écrite, soit en original, soit par télécopie ou e-mail, qui doit être donnée à tous les Administrateurs, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances devra être mentionnée dans la convocation de la réunion du Conseil d'Administration.

18.5 Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Cette renonciation peut être donnée par écrit, en original ou par télécopie ou e-

mail, par chaque membre du Conseil d'Administration.

18.6 Un Administrateur peut être représenté par un autre Administrateur au Conseil d'Administration et un Administrateur peut représenter plusieurs Administrateurs.

18.7 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Toute décision du Conseil d'Administration requiert la majorité simple.

18.8 Un ou plusieurs Administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les Administrateurs participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par (i) le secrétaire et (ii) le président ou le président pro tempore.

18.9 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les Administrateurs, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil d'Administration. Les résolutions écrites seront considérées adoptées à la date de la signature du dernier Administrateur sur les résolutions écrites.

18.10 Un procès-verbal de chaque réunion du Conseil d'Administration doit être préparé, signé par (i) le secrétaire et (ii) le président ou le président pro tempore et conservé au siège social de la Société.

18.11 Des extraits des procès-verbaux des conseils seront certifiés par un Administrateur ou par toute autre personne désignée par un Administrateur.

ARTICLE 19. RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

Les Administrateurs ne supportent, du fait de leur mandat, aucune responsabilité personnelle relative aux engagements qu'ils ont pris valablement au nom de la Société.

CHAPITRE IV – SURVEILLANCE

ARTICLE 20. COMMISSAIRE AUX COMPTES

20.1 La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une durée qui ne peut excéder six (6) années, sauf dans les cas où la loi Luxembourgeoise exige que la Société nomme un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

20.2 Le ou les réviseur(s) d'entreprises agréé(s) est/sont nommé(s) pour une période déterminée parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et est/sont dûment agréé(s) par la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

20.3 Le(s) commissaire(s) est/sont rééligible(s). Le(s) commissaire(s) est/sont librement révocable(s), avec ou sans motif, par une résolution des actionnaires.

CHAPITRE V – ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ARTICLE 21. ACTIONNAIRE UNIQUE OU ACTIONNAIRES

21.1 S'il n'y a qu'un seul actionnaire, cet actionnaire unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

21.2 En cas de pluralité d'actionnaires, chaque actionnaire peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre d'actions détenues. Chaque actionnaire a des droits de vote en rapport avec le nombre d'actions qu'il détient.

ARTICLE 22. POUVOIRS DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES

L'assemblée générale représente tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

ARTICLE 23. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES

23.1 Une assemblée générale des actionnaires de la Société peut être convoquée par le Conseil d'Administration, un Administrateur ou par le(s) commissaire(s) aux comptes.

23.2 L'assemblée générale sera convoquée de manière à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsqu'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième (10%) du capital social le requièrent, par une demande écrite indiquant l'ordre du jour.

23.3 Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander l'inscription d'un ou de plusieurs points à l'ordre

du jour de toute assemblée générale des actionnaires de la Société. Cette demande doit être faite par lettre recommandée, au moins cinq (5) jours avant la tenue de l'assemblée générale en question.

23.4 Les avis de convocation pour chaque assemblée générale doivent mentionner l'ordre du jour.

23.5 Pourvu que toutes les actions soient nominatives, les avis de convocation peuvent être adressés individuellement à chaque actionnaire par lettre recommandée.

23.6 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut être valablement tenue, sans convocation préalable.

23.7 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par d'autres moyens de télécommunications permettant leur identification, et sont considérés comme présents pour les calculs de quorum et de majorité. Ces moyens de télécommunications doivent pouvoir assurer une participation effective à l'assemblée, dont les délibérations devront être retransmises de façon ininterrompue.

23.8 Un actionnaire peut se faire représenter à une assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (par fax, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire) un mandataire, qui ne doit pas obligatoirement être actionnaire de la Société.

23.9 Chaque action confère un droit de vote à son détenteur.

23.10 Sauf dispositions contraires de la Loi ou des Statuts, les résolutions d'une assemblée générale des actionnaires dûment convoquée sont adoptées à la majorité simple des votes exprimés, indépendamment de la proportion du capital représenté.

23.11 Les décisions pour modifier les Statuts de la Société peuvent seulement être adoptées par une assemblée générale des actionnaires de la Société représentant au moins la moitié du capital social et pour laquelle l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes

prévues par la Loi et les Statuts. Cette convocation reproduit l'ordre du jour et indique la date et le résultat de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, doivent réunir les deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées.

23.12 Toutefois, la nationalité de la Société ne pourra être modifiée et les engagements des actionnaires ne pourront être augmentés que par l'accord unanime de tous les actionnaires et en conformité avec toute autre exigence légale.

CHAPITRE VI – EXERCICE SOCIAL ET COMPTES ANNUELS

ARTICLE 24. EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 25. COMPTES ANNUELS ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

25.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le troisième vendredi du mois d'avril, à 10h30. Dans le cas où ce jour serait un jour férié, l'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

25.2A la fin de chaque exercice comptable, le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de résultat. Il soumet ces documents accompagnés d'un rapport d'activité de la Société, au(x) commissaire(s) aux comptes qui rédigeront un rapport contenant leurs commentaires sur ces documents.

25.3 La délégation de la gestion journalière des affaires de la Société à un membre du Conseil d'Administration impose au Conseil d'Administration l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires les traitements, émoluments et avantages quelconques alloués (s'il y en a) au Délégué à la Gestion Journalière.

ARTICLE 26. ATTRIBUTION DES BÉNÉFICES ET ACOMPTE SUR DIVIDENDE

26.1 Le solde créditeur du compte de profits et pertes, après déduction des frais, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

26.2 Un montant égal à cinq pourcent (5%) du bénéfice net annuel de la Société sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

26.3 Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'actionnaire unique ou aux actionnaires au prorata de leur participation dans la Société conformément aux dispositions de l'Article 23.10.

26.4 Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

CHAPITRE VII – LIQUIDATION ET DISSOLUTION

ARTICLE 27. LIQUIDATION

27.1 La liquidation de la Société sera décidée par une assemblée générale des actionnaires en conformité avec les dispositions légales applicables et les Statuts.

27.2 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par le ou les actionnaires qui déterminent leurs pouvoirs et rémunération.

27.3 Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux actionnaires se fait en application de l'Article 26.3.

ARTICLE 28. DISSOLUTION

La Société ne sera pas dissoute par suite au décès, à la suspension des droits civils, à l'insolvabilité ou à une déclaration de faillite de l'actionnaire unique ou d'un quelconque de ses actionnaires.

CHAPITRE VIII – LOI APPLICABLE

ARTICLE 29.

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

SOUSCRIPTION – LIBÉRATION

Le capital social a été souscrit comme suit :

Souscripteur	Actions
La société BE INVEST International S.A., prénommée	40.000

Total	40.000
--------------	--------

Toutes ces actions ont été entièrement libérées par un apport en numéraire, de sorte que le montant du capital social souscrit et libéré de quarante mille euros (40.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société. La preuve de cet apport a été donnée au notaire soussigné.

DÉCLARATION

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions prévues par l'Article 26, 26-3 et 26-5 de la Loi pour la constitution d'une société anonyme et déclare explicitement que ces conditions sont remplies.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2017.

RESOLUTIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE :

L'actionnaire unique, détentrice de toutes les actions de la Société et représentée par le Mandataire, prend les résolutions suivantes :

1. Est nommé *administrateur unique* de la Société jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels de l'année 2021 :

BE INVEST International S.A., prénommée, dont le représentant permanent est Monsieur **Laurent CAREDDA**, dirigeant de sociétés, né le 30 octobre 1965 à Clermont-Ferrand (France), demeurant au Chaynat, 9, route de Saint Amant, F-63320 Ludesse.

2. Est nommée *commissaire aux comptes* de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires approuvant les comptes annuels de l'année 2021 :

EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES (en abrégé : PARFININDUS), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 56.469

3. Le siège social est fixé au 117, route d'Arlon L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Le document a été lu à la comparante, représentée par le Mandataire, connue du notaire par son nom, prénom, état et demeure, et la comparante, représentée par le Mandataire a signé avec le notaire, le présent acte original.

Signé : V. PIERRU, D. KOLBACH

Enregistré à Diekirch A.C., le 29 décembre 2016

Relation : DAC/2016/18502

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (signé) Jeannot THOLL

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 03 janvier 2017

Clearys S.A.

Société anonyme

Siège social : 117, route d'Arlon L-8009 Strassen

RECTIFICATION

La soussignée, Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte de constitution de **Clearys S.A.** (ci-après la "**Société**"), établie et ayant son siège social au 117, route d'Arlon L-8009 Strassen, reçu en son ministère en date du 27 décembre 2016, enregistré à Diekirch Actes Civils, le 29 décembre 2016, relation: DAC/2016/18502, non encore déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et non publié au Recueil Electronique des Sociétés et des Associations.

Il y a lieu de procéder à la rectification, suite à une erreur concernant le siège social de la société désignée en tant que commissaire aux comptes:

IL Y LIEU DE LIRE:

« 2. Est nommée commissaire aux comptes de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires approuvant les comptes annuels de l'année 2021 :

*EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES (en abrégé : PARFININDUS), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au **3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg**, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 56.469 »*

IL Y LIEU DE LIRE:

« 2. Est nommée commissaire aux comptes de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires approuvant les comptes annuels de l'année 2021 :

EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES (en abrégé : PARFININDUS), une société à responsabilité

limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 56.469. »

Signé : **D. KOLBACH**

Enregistré à Diekirch A.C., le 12 janvier 2017

Relation : DAC/2017/522

Reçu douze euros

12,00 €

Le Receveur, (signé) Carlo RODENBOUR

POUR COPIE CONFORME

Délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

Redange-sur-Attert, le 17 janvier 2017.